

**14 février 1956 :**

## **Naissance du syndicalisme algérien indépendant**

L'année 2010 a été marquée par une série de grèves dures dans la Fonction Publique ainsi que dans la zone industrielle de Rouiba et d'El Hadjar.

Pendant ces grèves, deux faits majeurs à noter : le rôle de l'UGTA comme un instrument de la politique du pouvoir dans le monde ouvrier et, à l'opposé, les syndicats autonomes comme cadres organisateur des luttes contre la politique ultra libérale de Bouteflika. La question d'un syndicat indépendant étant ouvertement posé<sup>1</sup>, il convient de revenir sur ses débuts.

### **La genèse du syndicalisme algérien**

Depuis les années vingt, les travailleurs algériens immigrés sont nombreux à la CGTU. En 1926, le secrétaire général de l'Étoile Nord Africaine, Messali Hadj est aussi le responsable du travail algérien dans la CGTU. En 1928, lorsque le Comité directeur de l'Étoile se démarque du PCF, les militants ouvriers de l'Étoile restent à la CGTU puis à la CGT réunifiée pendant le Front Populaire, malgré la dissolution de l'Étoile par le gouvernement Blum. Le PPA poursuit cette tradition de Front unique ouvrier, ce qui explique l'absence de dérive fasciste ou islamiste du mouvement nationaliste algérien, même après la défaite de la France en 1940 et le maintien de la direction du PPA dans les prisons.

En 1947, le Congrès du MTLD pose pour la première fois la question d'un syndicat algérien indépendant. Mais après la terrible répression de mai 1945 et dans le contexte de la guerre froide, les conditions ne sont pas réunies. En France, les travailleurs restent à la CGT et en Algérie à la CGTA qu'ils ne quittent pas après la scission syndicale de 1947, malgré le contrôle du syndicat par le PCA. Cependant une Commission des affaires sociales dirigée par Aïssat Idir, Bourouiba Boualem (cheminots) et Djermane (dockers) est chargée de créer des cellules d'entreprises du MTLD au sein de la CGTA. L'objectif est double : prendre le contrôle d'unions locales ou de fédérations, développer la politique du MTLD exposée dans les brochures<sup>2</sup> ou dans la rubrique « Le prolétariat algérien » de *l'Algérie Libre*.

En 1949-1950, la direction de la CGTA lance une série de grèves politiques contre la guerre d'Indochine. Elles sont largement suivies par les dockers, en majorité algériens, mais la répression est sévère et de nombreux militants quittent la CGT, dont les effectifs tombent à 100 000 en 1952 et 60 000 (35 000 algériens) en 1953.

Dans ce contexte, la crise entre les Centralistes et les Messalistes se manifeste aussi dans le domaine syndical. Elle démarre le 1<sup>er</sup> mai 1953, après les grandes manifestations en France et elle prend en Algérie un caractère particulier avec la campagne lancée sur le droit au travail<sup>3</sup>. Elle se poursuit avec la création d'un Comité de chômeurs de la région algéroise et la tenue d'une Conférence Nationale d'une cinquantaine de comités. La Conférence élit un Comité National qui adopte une Résolution générale en 14 points ainsi qu'un plan d'organisation et de développement. Le 8 mars, les Comités de chômeurs qui se sont implantés dans tout le pays organisent une journée d'action revendicative qui se traduit par des meetings, des réunions et des manifestations, puis par une grève générale de 24 heures, le 28 avril 1954.

Si la CGTA regroupe la majorité des syndiqués algériens, le Comité national des chômeurs constitue la première forme du syndicalisme algérien indépendant. Il l'est par sa composition sociale (les chômeurs sont des prolétaires), le programme (le droit au travail est intégré dans un large programme démocratique (les libertés, une réforme agraire radicale, la nationalisation des moyens de production et des banques, l'abrogation du régime colonial), le mode de fonctionnement des Comités (l'élection à tous les niveaux des responsables et son contrôle par les militants) et les méthodes de lutte (meetings, manifestations, grèves).

Associé à la lutte menée par le Comité de Salut Public (CSP) chargé d'organiser un Congrès extraordinaire du MTLD, le Comité des chômeurs subit la répression coloniale. Il est aussi en butte à l'hostilité des Centralistes et plus encore à celle du PCA. C'est dans ce but que la CGTA tient en juin 1954, sa V<sup>e</sup> Conférence. Elle réunit à la Bourse du Travail d'Alger, 361 délégués (236 « musulmans » et 125 « d'origine européenne »). Trois décisions sont prises : le changement de nom du syndicat qui devient l'UGSA, l'adoption de nouveaux statuts et d'une « Charte du mouvement syndical algérien » qui formule un vaste programme de revendications sur les salaires et l'application de la législation du travail (inspection du travail, conventions collectives, retraites, conseils des prud'hommes) mais qui ne remet en question ni les structures économiques et sociales de l'Algérie coloniale ni le statut de 1947.

### **La CGTA, l'UGSA, l'USTA et l'UGTA**

À cette date, la Commission ouvrière du MTLD qui soutient le Comité des chômeurs, s'oriente vers la formation d'un syndicat algérien indépendant. Mais son dirigeant, Mustapha ben Mohamed est d'abord engagé dans la préparation du Congrès d'Hornu. À son retour, il convoque à Alger, les 22 et 23 septembre 1954, une Conférence des dirigeants syndicalistes algériens (dockers, mineurs, hôpitaux, transports) qui désigne un bureau provisoire chargé de former un syndicat indépendant de l'UGSA.

La répression qui s'abat sur le MTLD amène la direction provisoire à différer son projet jusqu'au 26 décembre 1955 où elle peut se réunir à son siège social, 7 rue Jenina à Alger. Elle adopte les statuts, les rapports présentés par les Commissions et élit le bureau. L'Union syndicale des travailleurs algériens (USTA) était née. Le 14 février 1956, les statuts sont déposés à la Préfecture d'Alger et une demande d'affiliation à la CISL est faite.

L'émergence tardive d'un syndicat algérien s'explique par le contexte historique de l'Algérie coloniale et l'hostilité de la direction de la CGTA inféodée au PCA. Elle s'explique aussi par la politique de l'Étoile-PPA-MTLD attachée au Front unique ouvrier et qui intégrait la question syndicale dans le programme démocratique concentré dans le mot d'ordre de la Constituante Souveraine. Ce n'est donc pas un hasard si l'USTA a été fondée au lendemain de l'explosion sociale du 20 août 1955 qui enterre l'Algérie du Statut de 1947.

Peu après sa création, les militants du FLN se retirent de l'UGSA et fondent l'Union Générale des travailleurs Algériens (UGTA). L'UGSA réduite à un appareil cherchera à fusionner avec l'UGTA, mais sa demande fut refusée par le FLN qui entendait contrôler le syndicat. Se soumettant alors à son diktat, elle prononce sa dissolution et appelle ses militants à rejoindre à titre individuel l'UGTA.

La durée de vie des deux centrales sera brève, mais la Fédération de France de l'USTA poursuivra sa lutte jusqu'à l'indépendance en 1962.

**Jacques Simon**, 6 février 2010

---

1. Signalons deux bonnes études récentes, celle de Mohand Aziri : «Le mouvement syndical autonome et les libertés syndicales en Algérie : enjeux et luttes », *El Watan*, 1/12/ 2009 et celle de Farid Cherbal : «Contribution à l'analyse du Mouvement syndical autonome en Algérie », *El Watan*, 1/12/2009.
2. Abd-el-Ghani. " Le problème algérien dans l'émigration en France ". *Les Cahiers Algériens*, 1951, 77p.
3. *L'Algérie Libre*, nos 100 à 103 ; 109-110 ; 122 et suiv.